



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 17 DÉCEMBRE 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Aménagement Economique et
Urbain

L'an deux mille quinze le dix sept décembre à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

Objet de la délibération:
Délibération sur l'arrêt du Plan Local d'Urbanisme de la commune de la Motte - Avis L.122-2 du Code de l'urbanisme

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérard PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Bernard CHARDES, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Fabien MATRAS pouvoir à Laure REIG, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Alain HAINAUT pouvoir à Sophie DUFOUR, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Jacques MICHEL pouvoir à Francine FIORINI

ABSENT(S)/EXCUSE(S)

Grégory LOEW, David SONNEVILLE

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Christophe CARRIERE

RAPPORTEUR : Monsieur Hugues MARTIN

Transmis le : 22 DEC. 2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 23 DEC. 2015

La commune de la Motte a entrepris depuis 2008 l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme (PLU), dont elle a arrêté le projet par délibération du 8 juillet 2015.

A l'occasion de l'élaboration du PLU, la commune souhaite ouvrir à l'urbanisation certaines zones naturelles agricoles ou forestières. Conformément à l'article L.122-2 du Code de l'urbanisme et en l'absence de Schéma de Cohérence Territoriale (ScoT) applicable, cette ouverture à l'urbanisation est soumise à dérogation.

En effet, par application de l'article L.122-2-1 du Code de l'urbanisme, la commune de la Motte peut ouvrir à l'urbanisation certaines zones naturelles, agricoles ou forestières, après accord de l'établissement public en charge du Scot rendu après avis de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF).

Cinq zones sont concernées par cette ouverture à l'urbanisation qui permettrait de répondre aux besoins de développement sur le territoire de la commune. Ces besoins correspondent aux vocations suivantes :

- une vocation Habitat dans la zone dite du « Mitan », au sud-est de la commune. Actuellement les terrains sont constitués de friches, végétation clairsemée et d'habitations pour environ 3,7 ha.
- une redéfinition des limites urbaines sur environ 7 ha.
- une vocation économique qui couvrira environ 27 ha. Il s'agit:
 - De la zone du « Plateau », au nord de la commune. Actuellement cet espace est constitué essentiellement de bois et espaces naturels pour environ 11,68 ha ; A ce sujet, il est rappelé que ce secteur du Plateau avait été classé d'intérêt communautaire par délibération N°2006-41 du 29 juin 2006 pour y développer une zone d'activité à dominante tertiaire. Depuis, dans le cadre de la réflexion communale sur le PLU et la démarche SCOT portée par la CAD, la surface de ce secteur à vocation économique a été considérablement réduite (11,68 Ha) pour être reclassée en zone Naturelle et Agricole au Plan Local d'Urbanisme (zone NA supérieure à 300 ha au POS) ;
 - De la zone des « Maurettes ». Actuellement cet espace est constitué par des espaces agricoles, friches et quelques activités pour environ 9,11 ha ;
 - Une vocation artisanale qui couvrira environ 7 ha issus de la zone des « Plaines », au sud-ouest de la commune. Actuellement, cet espace est constitué par des espaces agricoles, friches et quelques activités (en continuité avec l'urbanisation existante du Muy).

Ces espaces à vocation économique répondent pleinement aux orientations inscrites au Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du SCOT, débattu en Conseil d'agglomération le 5 novembre 2015, notamment dans le cadre de son objectif 5, visant un développement économique équilibré des communes à hauteur de leur positionnement dans l'armature urbaine.

Plus précisément, ces espaces s'inscrivent en compatibilité avec les objectifs 5-4 et 5-5 du projet de PADD du SCOT de la Dracénie ici rappelés :

- OBJECTIF 5.4 : Sur l'ensemble du territoire, donner à chacun la possibilité de se développer, à la hauteur de son positionnement dans l'armature urbaine. Ces développements, relèveront pour l'essentiel de l'économie résidentielle : commerce de proximité, activités artisanales ou de services à la personne (...)
- OBJECTIF 5.5 : Sur l'ensemble du territoire, développer les activités liées à l'économie touristique. Les activités liées à l'économie touristique d'une part et le développement des domaines viticoles d'autre part, sont des composantes moteurs du territoire et pourront se développer en cohérence avec l'environnement naturel exceptionnel dont elles tirent une partie de leur attrait.

Au regard de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers qui a émis un avis favorable avec réserves le 14 octobre 2015, après étude du dossier de dérogation et conformément aux arguments développés ci-dessus dans le cadre du projet de PADD du SCOT de la Dracénie, il apparaît que cette ouverture à l'urbanisation :

- ne nuit pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ou à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques ;
- ne conduit pas à une consommation excessive de l'espace ;
- ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacements ;
- ne nuit pas à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services.

En conséquence et au vu de l'avis de la Commission urbanisme du 1er décembre 2015, il vous est donc proposé de bien vouloir :

- Accorder la dérogation à l'article L.122-2 du Code de l'urbanisme, pour les zones citées, suite à l'avis favorable rendu par la Commission Départementale de la Consommation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers le 14 octobre 2015.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 17 décembre 2015

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.